



Éditorial

Jean-Marc Durand,
membre du conseil national du PCF

Le régime Macron

Un an maintenant que nous vivons au rythme de l'évolution de la pandémie de la Covid 19. Un an que le peuple français, comme de nombreux autres dans le monde, passe du confinement au dé-confinement, du télétravail au travail en présentiel, que les hôpitaux, l'ensemble des personnels hospitaliers et des soignants sont saturés, vivant au bord de la rupture, un an que la jeunesse voit sa vie sacrifiée avec un enseignement dispensé en pointillé et des loisirs profondément amputés, un an que sévit une crise sanitaire d'une ampleur inégalée. À ce propos, une petite piqûre de rappel. Ce n'est pas, comme E. Macron et son staff gouvernemental ont une nette tendance à le laisser entendre, la crise sanitaire qui est à l'origine des désastres sociaux en cours, particulièrement de la montée en apparence irrépressible du chômage, de la précarité et de la pauvreté. La crise sanitaire est à la fois la conséquence et l'accélérateur d'une crise économique, sociale et financière commencée dès le milieu de l'année 2019, reprenant en pire l'épisode systémique de 2008. Conséquence, car il n'est écrit nulle part qu'une épidémie doit systématiquement se transformer en crise sanitaire. C'est le manque de moyens matériels et humains pour assurer les soins qui conduit à la crise sanitaire, révélant ainsi la nocivité d'années d'austérité appliquées à l'hôpital public comme à l'ensemble des services publics et des conditions de vie de nos concitoyens. Accélérateur et révélateur aussi, car cette crise sanitaire, agissant sur un terrain hyperfragilisé, exacerbe les effets dévastateurs d'une crise de système ébranlant tous les pans de la société et pousse à un éclatement des structures et des institutions économiques, écologiques et sociales, politiques et démocratiques encore existantes.

Macron et le pouvoir incarné par LaRem l'ont bien compris. Il y avait un accent de vérité lorsque le président de la République déclarait au cours du premier confinement qu'il saurait tirer tous les enseignements de cet épisode sanitaire et que beaucoup de choses ne devraient plus être comme avant. Ce qu'il avait oublié de préciser, c'est que les solutions préconisées conduiraient à une situation pire que la précédente. En fait, à longueur de discours, il ne cesse d'annoncer et de prescrire au peuple de France, mais aussi à ceux d'Europe, un profond changement

de régime politique. Il s'agit, pour lui et les intérêts qu'il représente, d'assurer le capital d'un maximum de rentabilité quelles que soient les conséquences pour la vie des populations et le devenir de la planète. L'exemple le plus marquant de changement de paradigme est le sort réservé à l'hôpital. Au sortir du premier confinement, plutôt que de s'attaquer aux difficultés de ce service public en réglant la question de sa dette, en lançant un recrutement massif de personnels hospitaliers et en proposant une offre de formation décuplée, le pouvoir s'est empressé de refermer les lits de réanimation qui avaient été ouverts et de poursuivre la réforme régressive des établissements hospitaliers, dont de nouvelles fermetures de lits, ce qui signifie autant d'emplois en moins. Conséquence, la seconde vague de la Covid-19 est plus difficile à gérer bien que moins conséquente. Les entreprises, particulièrement les plus grandes d'entre elles, opèrent des licenciements massifs au mépris du devenir de millions de salariés, au seul motif du taux de profit, c'est-à-dire de la rentabilité du capital au plus grand bonheur des actionnaires ; voir un des derniers exemple en date : la suppression de 2 000 emplois chez Danone alors que ce groupe a réalisé en 2019 un bénéfice de 1,9 milliard d'euros.

Mais ces choix sont de plus en plus mal perçus par les salariés et l'ensemble de la population. Les risques d'explosion du mécontentement social ne sont pas une vue de l'esprit. De nombreux observateurs s'accordent sur ce point. C'est pourquoi le second versant du nouveau régime que tente d'imposer Emmanuel Macron s'attaque au domaine des libertés individuelles et collectives.

D'une part, il s'agit pour lui d'adapter les institutions aux besoins de gestion d'un capitalisme de plus en plus financiarisé. L'argent public, comme ce qui restera de service public et d'institutions politico-administratives, devront essentiellement servir les intérêts capitalistes. Pour le peuple, ce sera l'assistanat ou le recours à des agences privées. Tout cela se heurte cependant de plus en plus profondément aux aspirations populaires. Le pouvoir se donne donc pour mission d'anticiper l'évolution de la situation sociale. C'est pourquoi il tente d'habituer les esprits à un vocabulaire de plus en plus coercitif. Est-ce

un hasard si on parle d'état d'urgence sanitaire. Le plus important dans cette expression n'est-il pas « état d'urgence » ? C'est ainsi par exemple que le gouvernement, passant outre le parlement, a adopté une série de mesures dérogatoires au droit du travail pour une durée parfois indéterminée. Puis est venue la manipulation autour de l'idée de séparatisme. Il s'agit de désigner l'autre, l'immigré, comme le danger imminent ; cela avec le double objectif de diviser le salariat et les couches populaires mais aussi de les faire s'opposer entre elles jusqu'à travailler le terrain de la guerre civile. Enfin, cerise sur le gâteau, la loi dite de « sécurité globale ». Jamais un texte législatif ne s'en sera aussi frontalement pris à la notion d'État de droit. En portant atteinte aux libertés dont celles de la presse, le gouvernement met la démocratie en berne, il ternit les fondements même de notre République, nous rappelant des heures sombres de notre histoire.

Or, jamais le besoin d'une nouvelle étape de la démocratie n'a été aussi nécessaire. Jamais le besoin de nouveaux droits d'intervention dans la gestion pour les salariés et la population n'a été aussi fondamental pour à la fois résister aux événements en cours et construire une nouvelle société jusqu'à faire œuvre de civilisation. Voilà le message fondamental dont seront porteurs les candidats et candidates présentés par le Parti communiste lors des échéances électorales de 2021, (départementales et régionales). Il s'agira pour eux, d'une part de défendre une organisation administrative du territoire permettant aux populations d'être non seulement au plus près des lieux de décisions, mais de participer concrètement à l'élaboration et à la prise même de ces décisions ;

ce qui signifie de traiter sur le fond des enjeux de financement des institutions que sont le département et la région. D'autre part il est urgent d'installer de nouvelles institutions pour gérer le problème central qu'est aujourd'hui l'emploi. Pour cela des commissions permanentes pour l'emploi, des fonds régionaux pour soutenir et financer le développement des entreprises et des services publics à partir des critères essentiels que sont les créations d'emplois et la formation, doivent voir le jour. Une proposition du Parti communiste synthétise l'ensemble de ces propositions, il s'agit de notre proposition de Sécurité d'emploi ou de formation. Sécuriser l'emploi et la formation c'est en effet ouvrir un chantier inédit et profondément révolutionnaire. C'est s'engager à éradiquer le chômage et pour cela à mettre en œuvre une grande politique de créations d'emplois dans le privé comme dans le public ce qui suppose une nouvelle maîtrise sociale, particulièrement de l'utilisation de l'argent, que ce soit de celui des banques centrales et commerciales dont le rôle sera décisif, des entreprises ou de l'État.

Plutôt que de continuer à financer la spéculation, les OPA, que de gaver les actionnaires à coups de rendement de 15 % et plus, les institutions financières, du local au mondial, doivent se mettre au service du développement humain et de la préservation de la planète. Pour cela il s'agit de changer les critères d'affectation et d'utilisation de l'argent, de mettre les populations dans le coup et de miser sur leur action en leur donnant tous les moyens d'analyse de compréhension et d'action à notre disposition. C'est sur quoi repose pour une large part le nouveau projet communiste. ■



Frédéric Rauch, rédacteur en chef d'*Économie et politique* depuis 2012, se consacre désormais à d'autres activités professionnelles. Notre revue lui doit beaucoup. Il a apporté avec talent une contribution marquante à son développement, à son exigence théorique et politique, à son ouverture aux débats économiques. Les travaux qu'il a publiés dans nos colonnes sur la Sécurité sociale, sur le système de santé, sur l'industrie agro-alimentaire, sur la sécurisation de l'emploi et de la formation, font autorité. Il a grandement contribué aux initiatives et aux rencontres par lesquelles *Économie et*

politique s'est inscrite activement dans les mobilisations sociales, par exemple les appels contre la « loi Travail XXL » ou pour Alstom. Nous lui devons le compagnonnage artistique avec Jean-Pierre Jouffroy et la qualité exceptionnelle des couvertures de la revue grâce aux œuvres offertes par l'artiste jusqu'à la fin de sa vie.

Pour son remplacement, Jean-Marc Durand a rejoint l'équipe de rédaction de la revue.